

LE MAGHREB DÉCHIRÉ

CONFLIT politique, conflit de classe, le différend algéro-marocain a pris tout naturellement la tournure d'une bataille d'usure qui se déroule pour l'essentiel sur le terrain diplomatique. On peut espérer que dans les prochains jours un accord relatif au cessez-le-feu pourra être réalisé. Il est peu probable qu'il soit possible d'aller au-delà. Sans doute, s'efforcera-t-on de prononcer quelques paroles apaisantes. Le sultan sollicitera l'affirmation de principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et obtiendra satisfaction. Mais le fond du problème des frontières ne recevra aucune solution et la nature sociale des régimes algérien et marocain demeurera aussi divergente.

Ben Bella s'engagera sans peine à ne pas s'immiscer dans les affaires marocaines. Les mesures révolutionnaires qu'il entreprend en Algérie sont le plus sûr moyen de porter atteinte à la monarchie néo-colonialiste de Hassan II.

Si l'on procède à un premier décompte des points marqués dans ce conflit, il apparaît que, sur le plan intérieur, Ben Bella a obtenu le ralliement de la plupart de ses opposants et, notamment, des maquisards kabyles, tandis que Hassan II n'a pu réaliser l'union sacrée. C'est par dépit, sans doute, qu'il a fait procéder à de nouvelles arrestations de dirigeants de l'U.N.F.P. et du parti communiste marocain. Dans l'arène internationale, Ben Bella, a enregistré de nombreux appuis alors que l'isolement de Rabat n'est que trop apparent.

La monarchie ne rencontre guère d'adeptes sur le continent africain où les têtes couronnées sont devenues un objet de curiosité lorsqu'ils n'inspirent pas un sentiment de mépris.

Déjà marqué par ses revendications sur la Mauritanie, le Maroc s'est placé à nouveau en porte à faux en suscitant un conflit des frontières avec un pays africain voisin, cependant qu'il tolère les enclaves espagnoles sur son territoire. La conférence d'Addis-Abeba a recommandé expressément le maintien des frontières héritées du

colonialisme. Il est reconnu que l'ensemble de ces limites sont peu ou prou arbitraires. Leur remise en question, en l'état actuel des choses, aboutirait pourtant à mettre toute l'Afrique à feu et à sang tant les contestations seraient nombreuses, véhémentes et sans issue.



Les circonstances font que même les dirigeants africains les plus modérés, qu'inquiète la vague de fond des nationalisations et de l'autogestion en Algérie, ne peuvent manifester leur appui au souverain marocain.

La solution la plus naturelle, allant dans le sens de l'avenir, n'eût-elle pas été de rechercher un règlement dans le cadre du Maghreb ? L'inconvénient, c'est que Bourguiba a les mêmes raisons que Hassan II de redouter à terme la séduction du socialisme algérien et qu'il a également des contestations de frontières dans la région saharienne à formuler.

Les relations entre les pays du Maghreb sont des plus tièdes quand elles ne sont pas bouleversées par de violentes crises qui ont opposé tour à tour la Tunisie au Maroc, puis la Tunisie à l'Algérie et, maintenant, l'Algérie au Maroc. Les tentatives d'organisation du Maghreb esquissées à plusieurs reprises sont restées lettre morte. Le décalage d'ordre social et politique, les soucis du leadership ont fait

avorter les efforts entrepris. L'option bourgeoise – capitaliste – qui caractérise les régimes de Tunis et de Rabat secrète davantage l'isolement, le particularisme, la concurrence, qu'un esprit de coopération dépourvu d'arrière-pensées.

Ce n'est pas par hasard si les forces les plus

éprises de l'unité maghrébine se rencontrent au sein du mouvement syndical des trois pays, ainsi que parmi les étudiants qui se trouvent déjà rassemblés dans un mouvement commun.

A. DUREZ.